

## NORVÈGE

La croissance de la production en Norvège continentale devrait être alimentée par l'augmentation de la consommation et de l'investissement privés, malgré le ralentissement du marché du logement. La croissance de l'emploi se traduira par de nouvelles baisses du taux de chômage, et l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation remontera peu à peu à mesure que le redressement de l'activité économique se poursuivra.

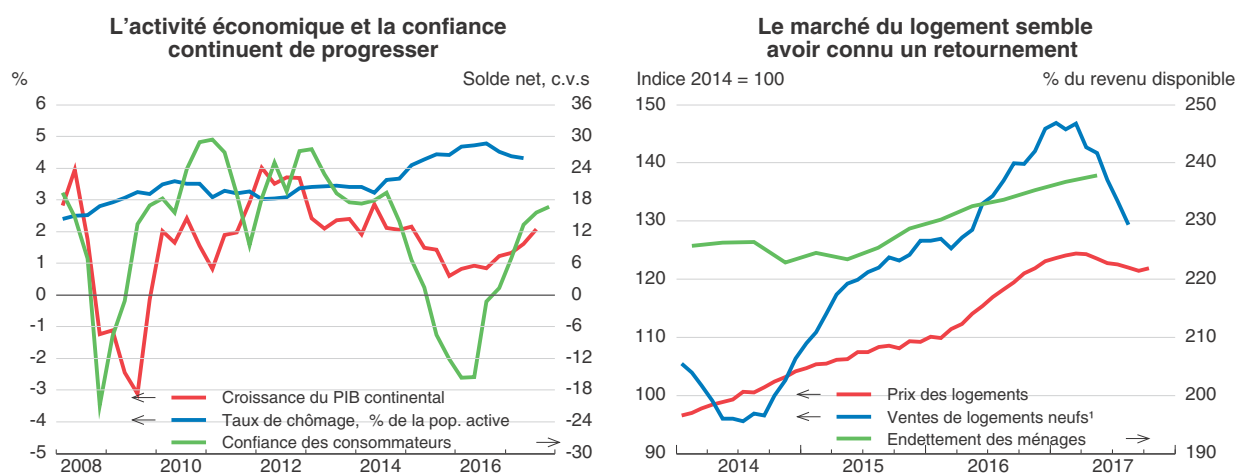
Compte tenu du redressement de la croissance économique, le basculement d'une orientation expansionniste vers une orientation neutre de la politique budgétaire induit par la modification de la règle budgétaire s'avère souhaitable, tout comme les relèvements du taux directeur que la banque centrale a laissé entrevoir. Les politiques structurelles doivent privilégier l'embellie de l'environnement des entreprises, au moyen notamment de nouvelles réformes fiscales financées par l'optimisation de l'efficacité des dépenses publiques.

Après une longue période de hausse, les prix des logements semblent à présent subir une correction à la baisse. Leurs effets potentiels sur le secteur financier et sur l'ensemble de l'économie constituent le principal facteur de vulnérabilité financière. Une grande vigilance doit rester de mise et les autorités doivent se préparer à prendre une large gamme de mesures en cas d'atterrissage brutal sur le marché du logement avec, le cas échéant, un report de la normalisation de la politique monétaire et une politique budgétaire ciblée.

### Un retournement du marché du logement semble s'être opéré

La croissance de la production en Norvège continentale (c'est-à-dire hors production de pétrole et de gaz) s'est accélérée. Le soutien par les politiques monétaire et budgétaire et la relative faiblesse de la couronne norvégienne ont dopé la demande globale. Le recul de

### Norvège



1. En glissement sur une année.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 102 ; Thomson Reuters ; Real Estate Norway (Eiendom Norge) ; et Banque centrale de Norvège.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933631988>

Norvège : **Demande, production et prix**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	3 146.7	2.0	1.1	2.1	1.8	1.9
Consommation privée	1 288.4	2.6	1.5	2.5	2.6	2.3
Consommation publique	692.0	2.4	2.1	1.9	2.0	2.0
Formation brute de capital fixe	749.5	-4.0	-0.2	3.9	2.8	2.4
Demande intérieure finale	2 729.8	0.7	1.2	2.7	2.5	2.3
Variation des stocks <sup>1</sup>	133.7	0.0	1.4	-0.8	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	2 863.5	0.7	2.7	1.7	1.9	2.2
Exportations de biens et services	1 220.4	4.7	-1.8	2.2	1.2	1.8
Importations de biens et services	937.2	1.6	2.3	1.1	1.4	2.6
Exportations nettes <sup>1</sup>	283.2	1.3	-1.4	0.4	0.0	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
PIB continental aux prix du marché <sup>2</sup>	—	1.4	1.0	1.9	2.3	2.1
Déflateur du PIB	—	-2.8	-1.1	3.0	0.5	2.1
Indice des prix à la consommation	—	2.2	3.5	1.9	1.6	1.9
IPC sous-jacent <sup>3</sup>	—	2.6	3.3	1.7	1.4	2.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.3	4.7	4.3	4.0	3.7
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	10.3	7.0	6.6	6.2	5.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	6.1	4.0	5.4	5.8	6.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	38.9	42.8	42.7	41.8	42.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	8.0	3.9	4.5	4.6	4.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 102.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933632919>

l'investissement dans le secteur pétrolier marque le pas. La croissance de l'emploi s'est redressée et le taux de chômage diminue. Dans le même temps, la hausse des prix à la consommation a ralenti puisque les effets de la dépréciation de la monnaie se sont dissipés.

Les prix des logements ont quelque peu baissé et le volume des ventes de logements neufs a lui aussi diminué, en particulier dans la région d'Oslo. Les mesures macroprudentielles antérieures visant à réduire le crédit au logement et la redéfinition des marges de sécurité des banques au moyen du volant de fonds propres contracyclique ont aussi joué un rôle.

### **Le soutien de l'activité par la voie budgétaire et monétaire devrait s'amoinrir**

Les propositions pour le budget de l'État de 2018 font état d'un basculement vers une orientation neutre de la politique budgétaire, après plusieurs années de forte expansion. Ce basculement s'explique par l'embellie de la croissance économique et par l'ajustement de la règle budgétaire, selon laquelle le déficit structurel devrait, sur la durée, être égal à 3 % (4 % auparavant) de la valeur du fonds pétrolier (le Fonds de pension gouvernemental – Global de la Norvège). La Banque de Norvège a laissé le taux directeur inchangé à 0.5 %

depuis début 2016 mais a laissé entendre, dans ses prévisions de taux directeur, que les taux pourraient commencer à être relevés de manière plus précoce.

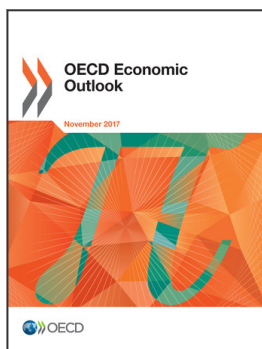
Compte tenu de l'orientation plus neutre de la politique budgétaire, il est encore plus important d'améliorer la rentabilité des dépenses publiques de la Norvège. À titre d'exemple, l'investissement dans les infrastructures de transport se caractérise par d'importants projets qui n'offrent pas toujours un bon rapport coûts-avantages. Une plus grande efficacité des dépenses publiques laissera aux autorités toute latitude pour mettre en œuvre de nouvelles réformes fiscales, en complément de celles qui sont déjà proposées dans le budget. Le projet de budget prévoit un nouvel abaissement du taux d'imposition de base (qui reviendrait de 24 % à 23 %) applicable aux revenus des ménages et des entreprises, en partie compensé par une réduction des déductions fiscales dont bénéficient les ménages.

La réforme budgétaire ne devrait pas avoir pour objectif de réduire sensiblement l'ampleur des vastes programmes d'aide sociale et des services publics de la Norvège. Ils font en effet partie intégrante de son modèle socioéconomique, en contribuant à ce que les fruits de la croissance soient mieux partagés et maintiennent un niveau de bien-être élevé. Compte tenu de la règle budgétaire, cela signifie que l'imposition restera élevée par rapport à de nombreux pays. Par conséquent, pour que le secteur des entreprises prospère sur les marchés internationaux, il faut mettre en place une structure fiscale favorable à la croissance, améliorer les compétences de la main-d'œuvre et assouplir la réglementation pour les entreprises.

### ***Une croissance plus soutenue devrait rester d'actualité***

La croissance de la production en Norvège continentale devrait atteindre 2.3 % en 2018 puis accuser un léger repli en 2019, lorsque les contraintes de capacité commenceront à modérer l'activité. Les investissements liés au pétrole deviendront positifs et iront de pair avec une progression des investissements non pétroliers et une croissance solide de la consommation des ménages. La croissance de l'emploi s'accélèrera, ce qui réduira encore le taux de chômage. L'inflation des prix à la consommation et les salaires s'inscriront en hausse progressive parallèlement à la diminution des capacités inutilisées.

Un facteur de grande incertitude a trait aux conséquences, sur l'économie, du retournement des prix et des ventes de logements à travers les réactions des prêteurs, des ménages endettés et des entreprises. Comme les atterrissages en douceur sont rares sur les marchés du logement et du crédit, il ne saurait être question de relâcher les efforts. Les risques extérieurs pour la Norvège englobent, comme toujours, des risques de divergence à la hausse et à la baisse par rapport aux prévisions qui découlent du prix mondial du pétrole. Comme ailleurs, la montée de l'incertitude politique et économique a aussi accentué les risques extérieurs.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2017 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2017-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2017-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2017), « Norvège », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2017 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2017-2-37-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2017-2-37-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).